

Auschwitz ou le grand alibi

1960

Article publié en français dans le n°11 de la revue Programme Communiste. Réédité sous forme de brochure supplément au journal Le Prolétaire – parti communiste international (programme communiste) –, en novembre 1978. Cette réédition était précédée d'une introduction reproduite ci-dessous. Réédité, avec une autre introduction, en 1987, par «La Gauche Communiste», n° 13.

Nous réimprimons dans cette brochure un article publié en 1960 dans le numéro 11 de notre revue Programme Communiste. A l'époque aussi, nous avons à faire face à une vaste campagne «anti-antisémite», et il fallait dénoncer son hypocrisie et son cynisme. L'objet réel de ces campagnes lancées périodiquement par les États et les partis «démocratiques», n'a en effet pas grand chose à voir avec ce qui semble être leur cause immédiate et n'est que leur prétexte.

Ainsi, en Novembre 1978, l'interview de l'ex-commissaire aux Questions Juives Darquier de Pellepoix a donné lieu à une énorme campagne de mobilisation de la fameuse opinion publique. Tous les partis ont foncé tête baissée dans une campagne de critique du racisme et d'éloge de la démocratie, une campagne qui vise évidemment à l'auto-justification et à l'auto-glorification de la démocratie bourgeoise, mais qui a aussi des objectifs beaucoup plus précis et spécifiques, que nous essayerons de dégager ici en dépassant la simple fureur devant le cynisme de cette campagne.

Ce qui frappe avant tout, c'est en effet l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont en eux mêmes responsables des souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de six millions de Juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons démonte la mystification de cette affirmation. Il met à nu les racines réelles de l'extermination des Juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des «idées», mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste et les antagonismes sociaux qu'il engendre. Et il montre aussi que si l'État allemand a été le bourreau des Juifs, tous les États bourgeois sont coresponsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile.

Les massacres de la démocratie bourgeoise

L'hypocrisie démocratique a d'ailleurs une autre face, encore plus répugnante si possible : elle ne s'indigne que des massacres et des «crimes de guerre» perpétrés par l'autre. Les Alliés couvrent de l'indignation devant les chambres à gaz, les massacres de Dresde-Hambourg qui ont fait des centaines de milliers de morts en une seule nuit de bombardement «classique», et les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki qui ont exterminé des centaines de milliers d'«innocents» en quelques secondes. Il est impossible de dresser ici le bilan terrifiant des massacres commis par la *démocratie bourgeoise* parmi les masses exploitées et opprimées du monde entier. Mais, face au déchaînement de l'autosatisfaction française, depuis les représentants de l'État capitaliste jusqu'aux représentants du social-chauvinisme pseudo-ouvrier, il faut tout de même rappeler quelques hauts faits de la fille aînée de la démocratie.

Sans même remonter jusqu'à la traite des Noirs qui a été au 18ème siècle une des grosses sources de l'essor de la bourgeoisie française, il faut dire que depuis un siècle et demi la démocratie française repose sur son empire colonial. Et qui dit empire colonial dit guerres de conquête, pillages et massacres, guerre permanente pour maintenir sa domination. La simple construction du port de Dakar entre les deux guerres aurait coûté quelques 150.000 vies humaines. En 1945, en pleine euphorie de la «démocratie reconquise», la répression d'une révolte dans la région de Sétif fait 45.000 morts. En 1946, 80.000 Malgaches payent de leur vie le peu d'enthousiasme que leur inspire l'Union Française. La guerre d'Indochine, la «nôtre», commence en 1946 aussi ; combien de morts causera-t-elle ? Ces répressions là sont particulièrement instructives : non seulement les «camarades-ministres» du PCF siégeaient au gouvernement qu'ils n'ont pas quitté pour si peu (Tillon était même ministre de l'air lorsque les avions français mitraillaient les portes de Sétif !), mais le P.C.F. dénonçait ceux qui se dressaient contre la domination française comme des «provocateurs fascistes» ...

Faut-il continuer ? Évidemment, la guerre d'Algérie n'a fait que un million de morts ... Est-ce pour cela que ses crimes sont «couverts par la prescription» ? Les «camps de regroupement», le passage des mechtas au napalm, les «corvées de bois», la *gégène*, les villas algéroises transformées en centres de tortures spécialisées, ne sont-ils pas de hauts faits de notre «armée démocratique» ? Si les petits capitaines tortionnaires de l'époque ont été promus depuis au rang de colonels chargés d'aller mater, sous prétexte humanitaire, des révoltes mettant en danger les intérêts français, n'est-ce pas que la démocratie est inséparable de la répression coloniale ? Aujourd'hui encore, la grande démocratie française n'intervient-elle pas *quotidiennement* en Afrique, directement ou par personne interposée, pour noyer dans le sang toute révolte contre l'ordre impérialiste ? N'est-elle pas le plus grand marchand de canons après les USA et l'URSS, et un des pilliers de tous les régimes racistes et réactionnaires ?

Décidément, la démocratie française doit une belle chandelle à Darquier qui lui permet de se refaire une virginité, de cacher la réalité de l'impérialisme sous un flot de verbiage antiraciste, humaniste et démocratique, et de détourner la colère du prolétariat et des masses opprimées de la cause réelle des massacres, les rapports capitalistes de production et l'État qui les défend. Merci, bouc émissaire ! S'il ne se présentait pas de lui-même il faudrait l'inventer.

En réalité, des boucs de ce genre, il s'en présente tous les jours, et si on en fait un tel plat aujourd'hui, ce n'est pas seulement pour les raisons générales de la glorification du rationalisme bourgeois, de la société bourgeoise, de sa démocratie et de son État. Aujourd'hui, la campagne anti-antisémite a aussi des objectifs plus particuliers, l'un d'ordre international l'autre plus directement français.

La « Défense des Droits de l'Homme »

Cette campagne s'insère en effet dans la grande campagne internationale lancée par les USA pour la « Défense des Droits de l'Homme », drapeau traditionnel de l'agressivité de l'impérialisme américain. Il est clair que la propagande contre l'antisémitisme est dirigée en bonne partie contre l'URSS. Et il n'est peut-être pas inutile de dire quelques mots de l'antisémitisme en URSS.

Pour les idéologues bourgeois, l'existence de l'antisémitisme en URSS est profondément satisfaisante, et leur indignation est hypocrite. Ils admettent en effet que c'est le socialisme qui règne en Russie, et ils en tirent la conclusion que la haine des Juifs est un caractère *universel* de la « nature humaine », indépendant des conditions économiques, sociales et historiques. Ils déclarent donc que le socialisme n'est pas capable de résoudre la « question juive », et qu'il a fait faillite. On retrouve un point de vue analogue à propos de l'oppression de la femme, des minorités nationales, etc... La version « gauchiste » de cette position revient à dire que « le socialisme ne suffit pas » pour résoudre ces problèmes, mais que *en plus* il faut la démocratie, la liberté, etc...

Toutes ces élucubrations sont évidemment anéanties par le fait *qu'il n'y a pas* de socialisme en URSS, comme nous l'avons montré à maintes reprises. Après la révolution d'Octobre, la dictature du prolétariat a certes mené une offensive vigoureuse contre l'antisémitisme, mais elle a d'autant moins pu modifier en quelques années de vieilles habitudes sociales, que l'état des forces productives en Russie ne lui permettait pas de « passer au socialisme ». La contre-révolution stalinienne a non seulement détruit la dictature du prolétariat, mais, en promouvant le développement accéléré du capitalisme, elle a approfondi des antagonismes sociaux qui, en l'absence d'une force de classe, se traduisent entre autres par l'antisémitisme.

Peu à peu, l'État Russe s'est lancé dans l'antisémitisme, à la fois comme *dérivatif* classique au mécontentement populaire et pour des raisons de stratégie internationale. Mais si cet antisémitisme a pu prendre, ce n'est pas seulement parce qu'il s'appuyait sur le vieil antisémitisme paysan. C'est surtout parce qu'il exprimait parfaitement l'arrivisme et le carriérisme, la course aux bonnes places et aux privilèges dans l'appareil politique et économique de l'État, dans la superstructure scientifique, artistique et littéraire ; parce qu'il était une arme à la fois traditionnelle et commode dans la *concurrence acharnée* qui règne dans ces milieux. En l'absence d'une telle concurrence, aucun machiavélisme ne peut fabriquer un racisme quelconque.

Il est évident que l'indignation américaine devant l'antisémitisme russe est une hypocrisie. Les russes n'avaient que trop beau jeu de renvoyer la balle en évoquant la question noire. Mais la défense des Juifs, la défense de la Liberté et l'Égalité (*chez l'autre...*) est un instrument de la propagande américaine, un slogan autour duquel elle essaie de rallier et de mobiliser les forces de son camp dans la perspective d'un nouveau conflit impérialiste. Faut-il s'étonner si même l'extrême droite française se découvre une horreur du racisme et un amour de la liberté ?

Le rideau de fumée de la campagne actuelle

Enfin, il faut voir les causes françaises immédiates des clameurs contre l'antisémitisme. Ce n'est certes pas par hasard qu'elles prennent une telle ampleur en ce moment dans un pays où plusieurs millions d'immigrés, privés de tous droits, soumis à une répression policière continue, sont traités comme des bêtes à produire dans les grands bagnes industriels « nationaux », parqués sous surveillance dans des dortoirs ou des foyers casernes, sauvagement matraqués dès qu'ils font mine de se révolter. La bourgeoisie peut bien faire semblant de réprouver officiellement le racisme et les exactions « privées » dont ils sont victimes, elle *entretient soigneusement en fait* en plaçant délibérément les travailleurs immigrés dans une condition de catégorie inférieure, parce qu'elle en a besoin pour les terroriser et diviser la classe ouvrière. Quant aux directions syndicales et aux partis de « gauche » qui se proclament aussi anti-racistes qu'on voudra, ils sont encore plus hypocrites, puisqu'ils *admettent et défendent* en réalité les mesures prises par l'État pour placer les immigrés dans une situation d'infériorité, et qui constituent la *base objective* des manifestations racistes, comme le *contrôle de l'immigration*, la carte de travail, l'absence de tout droit, etc... ; pire, ils s'empressent de saboter toute lutte résolue menée par des travailleurs immigrés (cf. la lutte Sonacotra), et ils devancent les campagnes bourgeoises en défendant-chef d'oeuvre d'hypocrisie - le « droit de retourner au pays » lorsque l'État ferme les frontières et s'apprête à chasser les immigrés par centaines de milliers !

Quel meilleur rideau de fumée, lorsqu'on surexploite, qu'on parque et qu'on terrorise plusieurs millions d'immigrés, qu'une campagne contre le racisme et l'antisémitisme ? En particulier, quel meilleur rideau de fumée lorsqu'après les avoir aspirés dans une période faste pour leur faire suer des bénéfices supplémentaires, on cherche aujourd'hui à en *chasser* une bonne partie ? La *lettre de l'Expansion* du 23.10.78 rapporte ouvertement que le gouvernement est en train de se demander combien de centaines de milliers de cartes de travail il faudra ne pas renouveler en 1979, d'autant que selon un ministre, « une partie importante de l'opinion publique n'y serait pas hostile ». L'actuelle campagne idéologique sert aussi de préparation et de couverture à cette opération. Racistes, nous ? Vous n'y pensez pas : regardez comme nous condamnons les antisémites, comme nous sommes démocrates, comme nous respectons les Droits de l'Homme et du Citoyen, nous menons une lutte farouche contre le racisme, ralliez-vous tous à nos principes d'Égalité. Et tous ensemble nous pourrions « démocratiquement » chasser une partie des *étrangers*, de ces gens à qui nous reconnaissons le droit d'être nos égaux ... chez eux.

Cette tentative de rendre d'avance les ouvriers «nationaux» solidaires de l'État bourgeois face à leurs frères de classe qui sont nés ailleurs, qui ont une peau de couleur différente et qui parlent une autre langue, et cela avec la complicité de toutes les forces qui se placent sur le terrain bourgeois de l'intérêt national, cette tentative doit être combattue sous tous les angles et par tous les moyens. Entre autres aussi en combattant l'anti-antisémitisme *bourgeois*, en dénonçant et en démolissant son infâme hypocrisie. C'est la raison qui nous a poussé à réimprimer l'article qui suit.

AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI

La presse de gauche vient de montrer de nouveau que le racisme, et en fait essentiellement l'antisémitisme, constitue en quelque sorte le Grand Alibi de l'antifascisme : il est son drapeau favori et en même temps son dernier refuge dans la discussion. Qui résiste à l'évocation des camps d'extermination et des fours crématoires ? Qui ne s'incline devant les six millions de Juifs assassinés ? Qui ne frémit devant le sadisme des nazis ? Pourtant c'est là une des plus scandaleuses mystifications de l'antifascisme, et nous devons la démonter.

Une récente affiche du M.R.A.P.¹ attribue au nazisme la responsabilité de la mort de 50 millions d'êtres humains dont 6 millions de Juifs. Cette position, identique au «fascisme-facteur-de-guerre» des soi-disant communistes, est une position typiquement bourgeoise. Refusant de voir dans le *capitalisme lui-même* la cause des crises et des cataclysmes qui ravagent périodiquement le monde, les idéologues bourgeois et réformistes ont toujours prétendu les expliquer par la *méchanceté* des uns ou des autres. On voit ici l'identité fondamentale des idéologies (si l'on ose dire) fascistes et antifascistes : toutes les deux proclament que ce sont les pensées, les idées, les volontés des groupes humains qui déterminent les phénomènes sociaux. Contre ces idéologies, que nous appelons bourgeoises parce que ce sont des idéologies de défense du capitalisme, contre tous ces «idéalistes» passés, présents et futurs, le marxisme a démontré que ce sont au contraire les rapports sociaux qui déterminent les mouvements d'idéologies. C'est là la base même du marxisme, et pour se rendre compte à quel point nos prétendus marxistes l'ont renié il suffit de voir que chez eux tout est passé dans l'idée : le colonialisme, l'impérialisme, le capitalisme lui-même, ne sont plus que des *états mentaux*. Et du coup tous les maux dont souffre l'humanité sont dus à de *méchants fauteurs* : fauteurs de misère, fauteurs d'oppression, fauteurs de guerre, etc...

Le marxisme a démontré qu'au contraire la misère, l'oppression, les guerres et les destructions, bien loin d'être des anomalies dues à des volontés délibérées et maléfiques, font partie du fonctionnement «normal» du capitalisme. Ceci s'applique en particulier aux guerres de l'époque impérialiste. Et il y a là un point que nous développerons un peu plus, à cause de l'importance qu'il représente pour notre sujet : c'est celui de la destruction.

Lors même que nos bourgeois ou réformistes reconnaissent que les guerres impérialistes sont dues à des conflits d'intérêts, ils restent bien en deçà d'une compréhension du capitalisme. On le voit à leur incompréhension du sens de la destruction. Pour eux, le but de la guerre est la Victoire, et les destructions d'hommes et d'installations faites chez l'adversaire ne sont que des *moyens* pour atteindre ce but. A tel point que des innocents prévoient des guerres faites à coup de somnifères ! Nous avons montré qu'au contraire la destruction était le *but* principal de la guerre. Les rivalités impérialistes qui sont la cause immédiate des guerres, ne sont elles mêmes que la conséquence de la surproduction toujours croissante. La production capitaliste est en effet obligée de s'emballer à cause de la chute du taux du profit et la crise naît de la nécessité d'accroître sans cesse la production et de l'impossibilité d'écouler les produits. La guerre est la solution capitaliste de la crise ; la destruction massive d'installations, de moyens de production et de produits permet à la production de redémarrer, et la destruction massive d'hommes remédie à la «surpopulation» périodique qui va de pair avec la surproduction. Il faut être un illuminé petit bourgeois pour croire que les conflits impérialistes pourraient se régler tout aussi bien à la belote ou autour d'une table ronde et que ces énormes destructions et la mort de dizaines de millions d'hommes ne sont dues qu'à l'obstination des uns, la méchanceté des autres et la cupidité des derniers.

En 1844, déjà, Marx reprochait aux économistes bourgeois de considérer la cupidité comme innée au lieu de l'expliquer, et montrait pourquoi les cupides étaient obligés d'être cupides. C'est aussi dès 1844 que le marxisme a montré quelles étaient les causes de la «surpopulation». «La demande d'hommes règle nécessairement la production d'hommes, comme celle de n'importe quelle marchandise. Si l'offre dépasse largement la demande une partie des travailleurs tombe dans la mendicité ou meurt de faim.» écrit Marx. Et Engels : «Il n'y a surpopulation que là où il y a trop de forces productives en général» et «...(nous avons vu) que la propriété privée a fait de l'homme une marchandise dont la production et la destruction ne dépendait que de la demande, que la concurrence a égorgé et égorgé ainsi chaque jour des millions d'hommes...»². La dernière guerre impérialiste, loin d'infirmier le marxisme et de justifier sa «remise à jour» a confirmé l'exactitude de nos explications.

Il était nécessaire de rappeler ces points avant de nous occuper de l'extermination des Juifs. Celle-ci, en effet, a eu lieu non pas à un moment quelconque, mais en pleine crise et guerre impérialistes. C'est donc à l'intérieur de cette gigantesque entreprise de destruction qu'il faut l'expliquer. Le problème se trouve de ce fait éclairci ; nous n'avons plus à expliquer le «nihilisme destructeur» des nazis, mais pourquoi qu'il la destruction s'est concentrée en partie sur les Juifs. Sur ce point aussi, nazis et antifascistes sont d'accord : c'est le racisme, la haine des Juifs, c'est une «passion», libre et farouche, qui a causé la mort des Juifs. Mais nous marxistes, savons qu'il n'y a pas de passion sociale libre, que rien n'est plus *déterminé* que ces grands mouvements de haine collective. Nous allons voir que l'étude de l'antisémitisme de l'époque impérialiste ne fait qu'illustrer cette vérité.

C'est à dessein que nous disons : l'antisémitisme de l'époque impérialiste, car si les idéalistes de tous poils, des nazis aux théoriciens «Juifs», considèrent que la haine des Juifs est *la même* dans tous les temps et en tous lieux, nous savons qu'il n'en est rien.

¹ Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix.

² Citations tirées des *manuscrits de 1844*.

L'antisémitisme de l'époque actuelle est totalement différent de celui de l'époque féodale³. Nous ne pouvons développer ici l'histoire des Juifs, que le marxisme a entièrement expliquée. Nous savons pourquoi la société féodale a maintenu les Juifs comme tels ; nous savons que si les bourgeoisies fortes, celles qui ont pu faire tôt leur révolution politique (Angleterre, États-Unis, France), ont presque entièrement *assimilé* leurs Juifs, les bourgeoisies faibles n'ont pu le faire. Nous n'avons pas à expliquer ici la survivance des « Juifs », mais l'antisémitisme de l'époque impérialiste. Et il ne sera pas difficile de l'expliquer si, au lieu de nous occuper de la nature des Juifs ou des antisémites, nous considérons leur place dans la société.

Du fait de leur histoire antérieure, les Juifs se trouvent aujourd'hui essentiellement dans la moyenne et petite bourgeoisie. *Or cette classe est condamnée par l'avance irrésistible de la concentration du capital.* C'est ce qui nous explique qu'elle soit à la source de l'antisémitisme, qui n'est comme l'a dit Engels, « rien d'autre qu'une réaction de couches sociales féodales, vouées à disparaître, contre la société moderne qui se compose essentiellement de capitalistes et de salariés. Il ne sert donc que des objectifs réactionnaires sous un voile prétendument *socialiste* ».

L'Allemagne de l'entre-deux-guerres nous montre cette situation à un stade particulièrement aigu. Ébranlé par la guerre, la poussée révolutionnaire de 1918-28, toujours menacé par la lutte du prolétariat, le capitalisme allemand subit profondément la crise mondiale d'après-guerre. Alors que les bourgeoisies victorieuses plus fortes (États-Unis, Grande-Bretagne, France), furent relativement peu touchées, et surmontèrent facilement la crise de « réadaptation de l'économie à la paix », le capitalisme allemand tomba dans un marasme complet. Et ce sont peut-être les petites et moyennes bourgeoisies qui en pâtirent le plus, comme dans toutes les crises qui conduisent à la prolétarianisation des classes moyennes et à une concentration accrue du capital par l'élimination d'une partie des petites et moyennes entreprises. Mais ici la situation était telle que les petits bourgeois ruinés, faillis, saisis, liquidés, ne pouvaient même pas tomber dans le prolétariat, lui-même durement touché par le chômage (7 millions de chômeurs au paroxysme de la crise) : ils tombaient donc directement à l'état de mendiants, condamnés à mourir de faim dès que leurs réserves étaient épuisées. C'est en réaction à cette menace terrible que la petite bourgeoisie a « inventé » l'antisémitisme. Non pas tant, comme disent les métaphysiciens, pour *expliquer* les malheurs qui la frappaient, que pour tenter de s'en *préserver en les concentrant sur un de ses groupes.* A l'horrible pression économique, à la menace de destruction diffuse qui rendaient incertaine l'existence de chacun de ses membres, la petite bourgeoisie a réagi en sacrifiant une de ses parties, espérant ainsi sauver et assurer l'existence des autres. L'antisémitisme ne provient pas plus d'un « plan machiavélique » que « d'idées perverses » : il résulte directement de la contrainte économique. La haine des Juifs, loin d'être la *raison a priori* de leur destruction, n'est que l'expression de ce désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction.

Il arrive parfois que les ouvriers eux-mêmes donnent dans le racisme. C'est lorsque menacés de chômage massif, ils tentent de le concentrer sur certains groupes : Italiens, Polonais ou autres « métèques », « bicots », nègres, etc... Mais dans le prolétariat ces poussées n'ont lieu qu'aux pires moments de démoralisation, et ne durent pas. Dès qu'il entre en lutte, le prolétariat voit clairement et concrètement où est son ennemi : il est une classe homogène qui a une perspective et une mission historiques.

La petite bourgeoisie, par contre, est une classe condamnée. Et du coup elle est condamnée aussi à ne pouvoir rien comprendre, à être incapable de lutter : elle ne peut que se débattre aveuglément dans la presse qui la broie. Le racisme n'est pas une aberration de l'esprit : il est et sera la réaction petite-bourgeoise à la pression du grand capital. Le choix de la « race », c'est-à-dire du groupe sur lequel on essaie de concentrer la destruction, dépend évidemment des circonstances. En Allemagne, les Juifs remplissaient les « conditions requises » et étaient seuls à les remplir : ils étaient presque exclusivement des petits-bourgeois, et, dans cette petite-bourgeoisie, le seul groupe suffisamment identifiable. Ce n'est que sur eux que la petite bourgeoisie pouvait canaliser la catastrophe.

Il était en effet nécessaire que l'identification ne présentât pas de difficulté : il fallait pouvoir *définir* exactement qui serait détruit et qui serait épargné. De là ce décompte des grands-parents baptisés qui, en contradiction flagrante avec les théories de la race et du sang, suffirait à en démontrer l'incohérence. Mais il s'agissait bien de logique ! Le démocrate qui se contente de démontrer l'absurdité et l'ignominie du racisme passe comme d'habitude à côté de la question.

Harcelée par le capital, la petite bourgeoisie allemande a donc jeté les Juifs aux loups pour alléger son traîneau et se sauver. Bien sûr, pas de façon *consciente*, mais c'était cela le sens de sa haine des Juifs et de la satisfaction que lui donnait la fermeture et le pillage des magasins Juifs. On pourrait dire que le grand capital de son côté était ravi de l'aubaine : il pouvait liquider une partie de la petite bourgeoisie avec l'accord de la petite bourgeoisie ; mieux, c'est la petite bourgeoisie elle-même qui se chargeait de cette liquidation. Mais cette façon « personnalisée » de présenter le capital n'est qu'une mauvaise image : pas plus que la petite bourgeoisie, le capitalisme ne sait ce qu'il fait. Il subit la contrainte économique immédiate et suit passivement les lignes de moindre résistance.

Nous n'avons pas parlé du prolétariat allemand. C'est parce qu'il n'est pas intervenu directement dans cette affaire. Il avait été battu et, bien entendu, la liquidation des Juifs n'a pu être réalisée qu'après sa défaite. Mais les forces sociales qui ont conduit à cette liquidation existaient avant la défaite du prolétariat. Elle leur a seulement permis de se « réaliser » en laissant les mains libres au capitalisme.

³ Le commerce, et surtout le commerce de l'argent, était étranger au schéma fondamental de la société féodale, et rejeté sur des gens *en dehors* de cette société, généralement les Juifs. L'ostracisme qui les frappait traduisait la tentative du féodalisme de maintenir ces activités dont il ne pouvait déjà plus se passer *en marge* de la société. Mais le commerce et l'usure étaient les formes primaires du *capital* : la haine des Juifs exprimait de façon mystifiée et inadéquate la résistance que les classes de la société féodale, du paysan au hobereau en passant par l'artisan des guildes et le clergé, opposaient au développement irrésistible du mercantilisme qui dissolvait leur ordre social. Même après l'essor du capitalisme *productif* et de la grande industrie la tradition « populaire » petite-bourgeoise a souvent continué à identifier le Juif et le Capital.

C'est alors qu'a commencé la liquidation économique des Juifs : expropriation sous toutes les formes, éviction des professions libérales, de l'administration, etc... Peu à peu, les Juifs étaient privés de tout moyen d'existence : ils vivaient sur les réserves qu'ils avaient pu sauver. Pendant toute cette période qui va jusqu'à la veille de la guerre, la politique des nazis envers les Juifs tient en deux mots : *Juden Raus ! Juifs, dehors !* On chercha par tous les moyens à favoriser l'émigration des Juifs. Mais si les nazis ne cherchaient qu'à se débarrasser des Juifs dont ils ne savaient que faire, si les Juifs de leur côté ne demandaient qu'à s'en aller d'Allemagne, *personne ailleurs ne voulait les laisser entrer*. Et ceci n'est pas étonnant, car personne ne pouvait les laisser entrer : il n'y avait pas un pays capable d'absorber et de faire vivre quelques millions de petits bourgeois ruinés. Seule une faible partie de Juifs a pu partir. La plupart sont restés, *malgré eux et malgré les nazis*. Suspendus en l'air en quelque sorte.

La guerre impérialiste a aggravé la situation à la fois quantitativement et qualitativement. Quantitativement, parce que le capitalisme allemand, obligé de réduire la petite bourgeoisie pour concentrer entre ses mains le capital européen, a étendu la liquidation des Juifs à toute l'Europe Centrale. L'antisémitisme avait fait ses preuves ; il n'y avait qu'à continuer. Cela répondait d'ailleurs à l'antisémitisme indigène de l'Europe Centrale, bien que celui-ci fût plus complexe (un horrible mélange d'antisémitisme féodal et petit-bourgeois, dans l'analyse duquel nous ne pouvons entrer ici).

En même temps la situation s'est aggravée qualitativement. Les conditions de vie étaient rendues plus dures par la guerre ; les réserves des Juifs fondaient ; ils étaient condamnés à mourir de faim sous peu.

En temps «normal», et lorsqu'il s'agit d'un petit nombre, le capitalisme peut laisser crever tout seuls les hommes qu'il rejette du processus de production. Mais il lui était impossible de le faire en pleine guerre et pour des millions d'hommes : un tel « désordre » aurait tout paralysé. Il fallait que le capitalisme *organise* leur mort.

Il ne les a d'ailleurs pas tués tout de suite. Pour commencer, il les a retirés de la circulation, il les a regroupés, concentrés. Et il les a fait travailler en les sous-alimentant, c'est-à-dire en les surexploitant à mort. Tuer l'homme au travail est une vieille méthode du capital. Marx écrivait en 1844 : «Pour être menée avec succès, la lutte industrielle exige de nombreuses armées qu'on peut concentrer en un point et décimer copieusement.» Il fallait bien que ces gens subviennent aux frais de leur vie, tant qu'ils vivaient, et à ceux de leur mort ensuite. Et qu'ils produisent de la plus-value aussi longtemps qu'ils en étaient capables. Car le capitalisme ne peut exécuter les hommes qu'il a condamnés, s'il ne retire du profit de cette mise-à-mort elle-même.

Mais l'homme est coriace. Même réduits à l'état de squelettes, ceux-là ne crevaient pas assez vite. Il fallait massacrer ceux qui ne pouvaient plus travailler, puis ceux dont on n'avait plus besoin parce que les avatars de la guerre rendaient leur force de travail inutilisable.

Le capitalisme allemand s'est d'ailleurs mal résigné à l'assassinat pur et simple. Non certes par humanitarisme, mais parce qu'il ne rapportait rien. C'est ainsi qu'est née la mission de Joël Brand dont nous parlerons parce qu'elle met bien en lumière la responsabilité du capitalisme mondial⁴. Joël Brand était un des dirigeants d'une organisation semi-clandestine des Juifs hongrois. Cette organisation cherchait à sauver des Juifs par tous les moyens : cachettes, émigration clandestine, et aussi corruption de S.S. Les S.S. du JudenKommando toléraient ces organisations qu'ils essayaient plus ou moins d'utiliser comme «auxiliaires» pour les opérations de ramassage et de tri.

En avril 1944, Joël Brand fut convoqué au Judenkommando de Budapest pour y rencontrer Eichmann, qui était le chef de la section juive des S.S. Et Eichmann, avec l'accord de Himmler, le chargea de la mission suivante : aller chez les Anglo-Américains pour négocier la vente d'un million de Juifs. Les S.S. demandaient en échange 10.000 camions, mais étaient prêts à tous les marchandages, tant sur la nature que sur la quantité des marchandises. Ils proposaient de plus la livraison de 100.00 Juifs dès réception de l'accord, pour montrer leur bonne foi. C'était une affaire sérieuse.

Malheureusement, si l'offre existait, il n'y avait pas de demande ! Non seulement les Juifs, mais les S.S. aussi s'étaient laissés prendre à la propagande humanitaire des alliés ! Les Alliés n'en voulaient pas, de ce million de Juifs ! Pas pour 10.000 camions, pas pour 5.000, même pas pour rien.

Nous ne pouvons entrer dans le détail des mésaventures de Joël Brand. Il partit par la Turquie et se débattit dans les prisons anglaises du Proche-Orient. Les Alliés refusaient de «prendre cette affaire au sérieux», faisaient tout pour l'étouffer et le discréditer. Finalement Joël Brand rencontra au Caire Lord Moyne, ministre d'État Britannique pour le Proche-Orient. Il le supplie d'obtenir au moins un accord écrit, quitte à ne pas le tenir : ça ferait toujours 100.000 vies sauvées :

« - Et quel serait le nombre total ?

Eichmann a parlé d'un million.

Comment imaginez-vous une chose pareille, Mister Brand ? Que ferai-je de ce million de Juifs ? Où les mettrai-je ? Qui les accueillera ?

Si la terre n'a plus de place pour nous, il ne nous reste plus qu'à nous laisser exterminer »⁵ dit Brand désespéré.

4 Voir : *L' Histoire de Joël Brand* par Alex Weissberg : Editions du Seuil

⁵ In *L' Histoire de Joël Brand*. op. cit.

Les S. S. ont été plus lents à comprendre : ils croyaient eux, aux idéaux de l'Occident ! Après l'échec de la mission de Joël Brand et au milieu des exterminations, ils essayèrent encore de vendre des Juifs au Joint ⁶, versant même un «acompte» de 1.700 Juifs en Suisse. Mais à part eux personne ne tenait à conclure cette affaire.

Joël Brand, lui, avait compris, ou presque. Il avait compris où en était la situation, mais pas pourquoi il en était ainsi. Ce n'est pas la terre qui n'avait plus de place, mais la *société capitaliste*. Et pour eux, non parce que *Juifs*, mais parce que *rejetés du processus de production*, inutiles à la production.

Lord Moyne fut assassiné par deux terroristes juifs, et J. Brand apprit plus tard qu'il avait souvent compatit au destin tragique des Juifs. «Sa politique lui était dictée par l'administration inhumaine de Londres.» Mais Brand n'a pas compris que cette administration n'est que l'administration du capital et que c'est le *capital qui est inhumain*. Et le capital ne savait pas que faire de ces gens. Il n'a même pas su quoi faire des rares survivants, ces « personnes déplacées » qu'on ne savait où replacer.

Les Juifs survivants ont réussi finalement à se faire une place. Par la force, et en profitant de la conjoncture internationale, l'État d'Israël a été formé. Mais cela même n'a pu être possible qu'en « déplaçant » d'autres populations : des centaines de milliers de réfugiés arabes traînent depuis lors leur existence inutile (au capital !) dans les camps d'hébergement ⁷.

Nous avons vu comment le capitalisme a condamné des millions d'hommes à mort en les rejetant de la production. Nous avons vu comment il les a massacrés tout en leur extrayant toute la plus-value possible. Il nous reste à voir comment il les exploite encore après leur mort elle-même.

Ce sont d'abord les impérialistes du camp allié qui s'en sont servis pour justifier leur guerre et justifier après leur victoire le traitement infâme infligé au peuple allemand. Comme on s'est précipité sur les camps et les cadavres, promenant partout d'horribles photos et clamant : voyez quels salauds sont ces Boches ! Comme nous avions raison de les combattre ! Et comme nous avons raison maintenant de leur faire passer le goût du pain ! Quand on pense aux crimes innombrables de l'impérialisme ; quand on pense par exemple qu'au moment même (1945) où nos Thorez chantaient leur victoire sur le fascisme, 45.000 Algériens (provocateurs fascistes !) tombaient sous les coups de la répression ; quand on pense que c'est le capitalisme mondial qui est responsable des massacres, l'ignoble cynisme de cette satisfaction hypocrite donne vraiment la nausée.

En même temps tous nos bons démocrates antifascistes se sont jetés sur les cadavres des Juifs. Et depuis ils les agitent sous le nez du prolétariat. Pour lui faire sentir l'infamie du capitalisme ? Non, au contraire : pour lui faire apprécier par contraste la *vraie* démocratie, le *vrai* progrès, le *bien-être* dont il jouit dans la société capitaliste ! Les horreurs de la mort capitaliste doivent faire oublier au prolétaire les horreurs de la vie capitaliste et le fait que les deux sont *indissolublement liées* ! Les expériences des médecins S.S. doivent faire oublier que le capitalisme expérimente en grand les produits cancérigènes, les effets de l'alcoolisme sur l'hérédité, la radio-activité des bombes « démocratiques ». Si on montre les abat-jour en peau d'homme, c'est pour faire oublier que le capitalisme a transformé *l'homme vivant* en abat-jour. Les montagnes de cheveux, les dents en or, le corps de l'homme mort devenu marchandise doivent faire oublier que le capitalisme a fait de l'homme vivant une marchandise. C'est le travail, *la vie même de l'homme*, que le capitalisme a transformé en marchandise. C'est cela la source de tous les maux. Utiliser les cadavres des victimes du capital pour essayer de cacher la vérité, faire servir ces cadavres à la protection du capital c'est bien la plus infâme façon de les exploiter jusqu'au bout.

⁶ *Joint Jewish Comitee*, Organisation des Juifs Américains.

⁷ L'objet de l'article n'était évidemment pas la question de l'État d'Israël et le problème palestinien en général. Ici non plus il n'est pas question de les traiter, mais on peut ajouter quelques remarques.

Le mouvement communiste a toujours condamné le sionisme comme une fausse solution bourgeoise du « problème juif », un problème qui en réalité n'est pas un problème national mais un problème *social* ; et il a montré qu'un État Juif en Palestine ne pouvait être qu'un instrument de la domination impérialiste au Moyen-Orient. C'est ce qu'affirme en particulier l'Internationale Communiste dans les années 1920 et l'évolution ultérieure n'a fait que confirmer notre position. Le triomphe de la contre-révolution, l'écrasement international du prolétariat et son absence de la scène historique *en tant que force indépendante* pendant des décennies, ont permis à l'impérialisme de faire travailler à ses *propres fins* jusqu'à ses *propres victimes*, les rescapés des exterminations.

L'État qui devait soi-disant éliminer l'antisémitisme, la discrimination et l'oppression raciale, non seulement n'a pas réglé la « question juive » à l'échelle mondiale, mais est lui-même *fondé* sur la discrimination et l'oppression raciale et religieuse. Il n'est même pas un état *national* au sens moderne, bourgeois, c'est-à-dire fondé sur *l'égalité juridique* de tous les citoyens, mais un État *colonial*. A tel point qu'il a pu reprendre telles quelles contre les Arabes les lois discriminatoires que le colonialisme anglais avait édictées entre autre contre les Juifs. Ce que l'impérialisme a obtenu, c'est que quelques millions de ses victimes identifient la défense de leur survie avec la défense de cet État colonial et racial, tête de pont de l'impérialisme US et gendarme régional pour le compte de la Sainte Alliance impérialiste. Il est vrai que la constitution de l'État d'Israël a aussi contribué à révolutionner l'aire arabe : mais *a contrario* comme le font toujours la pénétration et l'oppression capitaliste. Les masses palestiniennes, expropriées et dispersées en grande partie dans toute la région, y jouent un rôle de *ferment révolutionnaire*. La *coalition* contre-révolutionnaire qui va des États Arabes les plus réactionnaires à l'État Hébreux, capitaliste et impérialiste, et englobe au fur et à mesure les États les plus « progressistes », et le poids énorme de l'impérialisme mondial, soumettent ces masses à une oppression et à une répression féroces. A travers un long et douloureux chemin, ces masses voient se fermer toutes les solutions nationales et bourgeoises, elles sont poussées à se dresser contre tout le système des États en place et tout l'équilibre maintenu par l'impérialisme. Elles constituent l'élément moteur de la lutte de classe au Moyen-Orient qui devra s'intégrer à la lutte du prolétariat mondial. (*Note de l'édition de 1978*).